

## THEORIE ET INTERVENTION EN MATIERE DE POPULATION

par Patrick LIVENAIS

### **Antécédents**

Ce qui va être présenté ici a pour objet la nature des liens existants entre ce qui peut être considéré comme la seule "théorie" démographique existante, celle dite de la transition démographique et les interventions étatiques en matière de population, interventions qui se sont généralisées à partir des années 1970.

Les objectifs recherchés sont de montrer :

- 1) Que la "théorie" de la transition démographique et ses différentes reformulations ne sont pas des bases scientifiques.
- 2) Que les actions entreprises ne peuvent être considérées comme des politiques de population, au plein sens du terme : sens plein dont nous essayerons de donner une définition.

L'exposé suivra les étapes suivantes :

Une introduction pour prendre un peu de recul dans le temps.

- I. Un examen de la GRANDE DIVERSITE DES MODALITES D'EVOLUTION DES REGIMES DEMOGRAPHIQUES DES PAYS DURANT NOTRE ERE STATISTIQUE.
- II. Une présentation rapide de la "théorie de la transition démographique" et de ses reformulations. C'est ce qui s'appellera UNE THEORIE DANS TOUS SES ETATS... DE TRANSITION (1).
- III. Un retour à quelques définitions qui sera l'occasion de distinguer les notions de CONTROLE SOCIAL, PLAN D'INTERVENTION ET POLITIQUE en matière de population.
- IV. Enfin, l'analyse des textes officiels et de quelques comptes rendus concernant les conférences de BUCAREST et de MEXICO nous permettra de porter un regard sur les positions des gouvernements et sur les éléments avancés par eux pour justifier l'intervention.

Cette partie est intitulée :  
DE BUCAREST A MEXICO ou les gouvernements et la population.

### Introduction

Les estimations de la population mondiale au début de l'ère agricole (8000 avant J.C.) se situent entre cinq et dix millions.

Tableau 1

Estimations de la population mondiale depuis  
le début de l'ère agricole (en millions)

	8000 Av. JC	J.C.	1000	1500	1750	1900	1970
DURAND JD (1974)	5-10	270-330	275-345	440-540	735-805	1650- 1710	3600- 3700
BIRABEN JN (1979)	6	252	253	461	771	1634	3637

On connaît mal ce qui s'est passé ensuite, même si l'on sait que jusqu'à l'avènement de l'ère chrétienne l'accroissement moyen sera relativement fort (en relation aux périodes antérieures).

Le premier millénaire de l'ère chrétienne correspond à un essoufflement de la croissance de la population mondiale.

Au début du second millénaire, la croissance reprend et aux XIXème et XXème siècles le rythme de cette croissance atteint des sommets jamais rencontrés dans l'histoire humaine.

On parle souvent de la croissance exponentielle de la population. En fait, si cela paraît justifié pour certaines périodes, l'histoire globale de la reproduction de l'espèce humaine semble plus, comme le souligne BIRABEN, se rapprocher d'un ensemble de "grandes et brusque poussées correspondant à des changements culturels, entre lesquelles se place une croissance plus lente, voire des paliers au cours desquels des oscillations de faibles amplitudes marquent les étapes de la conquête de nouveaux territoires, des transformations des techniques ou de l'organisation sociale".

Ce qui retient l'attention pour notre XXème siècle, c'est la rapidité de certains changements culturels. On est frappé, par exemple, de voir qu'en moins de deux cents ans l'Europe s'est offert à la fois la valorisation de l'enfant et son rejet. Certes, l'Europe n'est pas le monde mais il n'est pas impossible de penser que la prochaine phase de régressions de population (lors d'une future phase d'oscillation) soit marquée par un caractère volontaire qu'aucune régression jusqu'alors n'avait revêtu.

Mais revenons au présent, et le présent c'est la croissance de la population mondiale. Nous allons essayer de cerner ce que furent les grands traits de l'évolution démographique récente.

## I. LA GRANDE DIVERSITE DES MODALITES D'EVOLUTION DES REGIMES DEMOGRAPHIQUES DES PAYS DURANT NOTRE ERE STATISTIQUE

Pour commencer d'une manière volontairement très générale, on peut dire que, lors de notre ère statistique et pour la mortalité et la natalité, on a pu observer, et on observe, des évolutions presque toujours à la baisse dans un grand nombre de pays du monde.

Les modalités de ces évolutions furent et sont différentes quant :

- aux niveaux de départ de la natalité et de la mortalité (2) ;
- aux rythmes des baisses enregistrées de la mortalité comme de la natalité ;
- aux écarts de temps existant entre les moments de déclenchement de ces baisses ;
- aux ordres de déclenchement de ces baisses ;
- aux niveaux d'arrivée après ces baisses tant pour la mortalité que pour la natalité.

L'habitude est de considérer que pour nombre de pays l'évolution est terminée, que pour d'autres elle est en cours, et qu'enfin pour certains de tels mouvements ne se sont pas encore initiés.

Les conséquences immédiates furent et sont la diversité des régimes de croissance des populations des pays et la variété des périodes de temps sur lesquelles se produisirent et se produiront ces "révolutions démographiques".

Pour synthétiser ceci, nous allons reprendre une typologie présentée par J.C. CHESNAIS. Cette typologie distingue :

- Les pays développés européens (type 1), qui ont deux traits caractéristiques : un plafonnement de la croissance naturelle à des taux toujours inférieurs à 2% par an, une transition très longue (de 75 à 150 ans, voire même 200 ans).

Le groupe se scinde en trois sous groupes : le modèle nordique à très longue transition - près de 150 ans et à croissance maximale vers 1870-1880 ; le modèle occidental à longue durée (près de 100 ans) et à maximum de croissance vers 1900 ; le modèle méridional à durée moins longue (de 70 à 80 ans) et à croissance maximale postérieure à 1900 et plafonnant un certain temps (les pays d'Europe orientale s'apparentent assez bien à ce modèle).

- Une majorité de pays en développement (type 2) qui se caractérisent à la fois par un plateau de croissance maximale toujours supérieur à 2% par an (pouvant parfois atteindre 4%), et, par une durée de transition qui compte tenu de la baisse soudaine et rapide de la natalité devrait être assez courte : entre 40 et 80 ans.

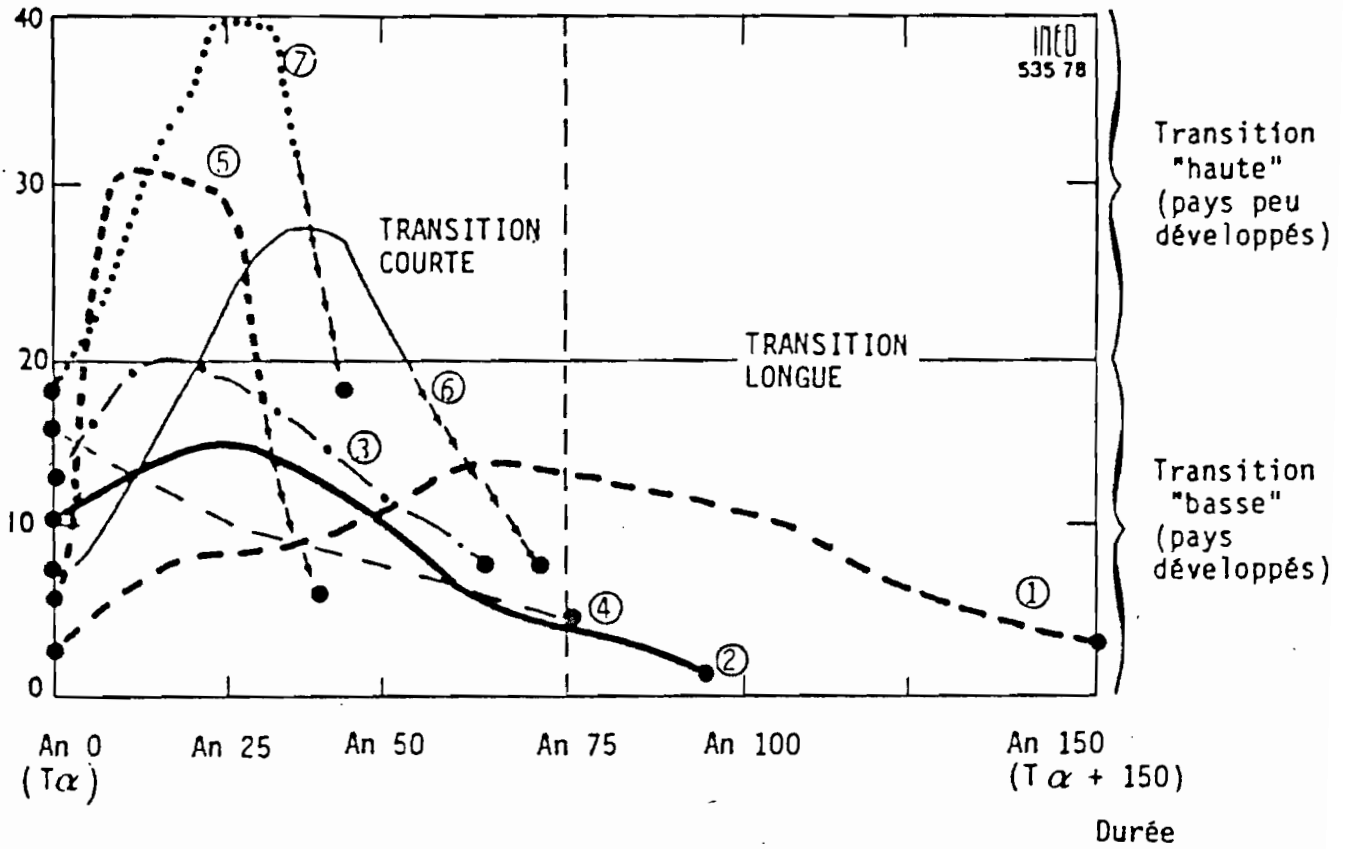
- Les grands pays d'immigration (Argentine, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Uruguay, Etats-Unis) (type 3) qui se caractérisent par un excédent naturel qui décroît continuellement (sélection par âge des migrations, qui entraîne peu à peu un vieillissement et donc une diminution de la natalité si la diminution de la mortalité par âge ne compense pas l'effet négatif de la structure par âge).

Le graphique 1 illustre cette typologie en faisant figurer quelques pays "type". Une distinction est faite entre transition "courte" et "longue" selon la durée du processus (délimitation fixée à 75 ans) ainsi qu'entre transition "haute" et "basse" selon la croissance maximale atteinte lors du processus (délimitation fixée à 2% par an).

Graphique 1

Illustration des profils de transitions démographiques

Taux d'accroissement naturel pour 1000



- 1. Suède
  - 2. Allemagne           Type 1
  - 3. URSS
  - 4. Etats-Unis           Type 3
  - 5. Ile Maurice
  - 6. Sri Lanka            Type 2
  - 7. Costa Rica
- Courbes projetées 5, 6 et 7.

Sources : Chesnais, J.C., 1977.

Voici à titre indicatif comment se distribuent quelques pays entre les éléments de la typologie.

#### Type 1

- Modèle nordique : Danemark, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède.
- Modèle occidental : Allemagne, Autriche, Belgique, Hongrie, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie.
- Modèle méridional : Espagne, Grèce, Italie, Portugal, (ou oriental) Yougoslavie  
Bulgarie, Roumanie, URSS).

#### Type 2

- Modèle à pointe de croissance maximale 2.5% : Chili, Chine, Chypre, Inde.
- Modèle à pointe de croissance maximale de 2.5% à 3% : Corée du Sud, Cuba, Egypte, Indonésie, Hong-Kong, Porto-Rico, Sri-Lanka, Tunisie.
- Modèle à pointe de croissance maximale 3% :  
Amérique Latine : Brésil, Colombie, Costa Rica, Jamaïque, Mexique, Panama, Vénézuéla.  
Afrique : Maurice, Réunion.  
Asie : Fidji, Formose, Malaisie occidentale, Singapour, Thaïlande.  
Europe : Albanie.

#### Type 3

- Modèle unique : Argentine, Australie, Canada, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande, Uruguay.

Sources : Chesnais, J.C., 1977.

Cette typologie ne cache pas ses limites : nombre de pays n'entrent pas dans le schéma.

Pour les pays en développement et en premier lieu pour l'Amérique Latine Carmen MIRO (1982) signale que des pays comme la Bolivie, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua n'ont pas encore vu baisser de façon significative leur natalité. Pour la Bolivie, il apparaîtrait que sur la période allant de 1960 à 1972, la stabilité au niveau national serait la résultante d'une baisse en milieu urbain et d'une hausse en milieu rural.

En ce qui concerne le continent africain et en particulier pour la majorité des pays au sud du Sahara, pays ayant déjà connu pour certains une baisse substantielle de la mortalité, la baisse de la natalité ne semble pas effective. En Haute-Volta, par exemple, ce fait est relevé par D. BENOIT et alli (1980-1982) pour le pays Mossi et pour le pays Dagara.

Avec l'Algérie, on a même un cas où la natalité a augmenté pendant une légère baisse de la mortalité (1950-1965).

Pour les pays européens, l'Irlande et la France constituent les deux exceptions les plus connues. En France, où la baisse de la natalité précéda à la fin du XVIIIème siècle celle de la mortalité, on a enregistré une particulière lenteur du processus de transition et en deux cents ans la population n'a été multipliée que par 1,5 (3). En ce qui concerne l'Allemagne, KNODEL (1974) a montré qu'une étude par province fait apparaître que dans presque la moitié des cas, la baisse de la natalité -très précisément de la fécondité légitime - a précédé celle de la mortalité - plus exactement la mortalité infantile.

### Résumons

On pourrait ainsi multiplier les exemples (TABUTIN, 1980). En fait, l'important est de signaler que plus les études se réalisent en profondeur, c'est-à-dire en utilisant des indices plus fins que les taux bruts de natalité et de mortalité et/ou en faisant intervenir les disparités régionales, sociales ou culturelles, plus la diversité apparaît rendant chaque fois plus complexe l'élaboration d'une synthèse de l'évolution statistique des régimes démographiques.

Un modèle de référence existe pourtant et pas seulement sur le plan de la statistique descriptive. Ce modèle, en vigueur depuis 1945, prétend expliquer ces "révolutions démographiques". En effet, à partir d'un point de repère : la révolution industrielle s'est constituée une théorie : la théorie de la transition démographique. Elle veut expliquer comment et pourquoi, en Europe, le mouvement de croissance de la population s'est déclenché puis a été neutralisé. Elle prétend en outre être un schéma généralisable, pour le moins dans l'essentiel de ses lignes, à l'interprétation des mouvements de population dans les autres continents.

## II. UNE THEORIE DANS TOUS SES ETATS ... DE TRANSITION

### II. 1. Formulation classique

W.S. THOMPSON en 1929 et A. LANDRY en 1934 sont les premiers, puis Frank NOTESTEIN en 1945 énonce les bases de ce qui est connu aujourd'hui comme la théorie de la transition démographique.

Nous emprunterons à COALE et HOOVER (1958) une présentation succincte de cette théorie :

"En lignes très générales, la succession des événements selon la théorie de la transition démographique peut être résumée de la manière suivante : l'économie agraire à faibles revenus est caractérisée par des taux de natalité et de mortalité élevés - les taux de natalité sont relativement stables et les taux de mortalité fluctuent selon les circonstances. Puis, à mesure que l'économie change de configuration et devient une économie de marché, plus interdépendante et spécialisée, le taux moyen de mortalité diminue. Il continue à diminuer sous l'influence d'une meilleure organisation, de connaissances et de soins médicaux supérieurs. Plus tard, le taux de natalité commence à diminuer. Les deux taux baissent suivant un cours plus ou moins parallèle, le déclin du taux de natalité étant en retard par rapport à celui du taux de mortalité. Finalement, à mesure qu'il devient plus difficile de réduire le taux de mortalité, le taux de natalité s'approche du taux de mortalité et on arrive de nouveau à un taux d'accroissement plus modéré, avec comme normes des risques réduits de mortalité et des familles de petites dimensions. Les taux de mortalité sont alors relativement stables d'une année à l'autre et les taux de natalité (plus sensibles, dans ce cas, aux décisions volontaires qu'aux coutumes profondément enracinées) sont susceptibles de fluctuer d'une année à l'autre".

#### Résumons

Le changement démographique est présenté comme la conséquence de l'évolution des structures socio-économiques traditionnelles. Cette évolution vers la modernisation signifie : industrialisation, division et spécialisation du travail, monétarisation, urbanisation, généralisation de l'éducation et du travail féminin, augmentation de la consommation. En définitive, un ensemble de phénomènes est connu par l'occident au XIXème siècle (TABUTIN, 1984). Nous nous contenterons pour le moment de trois commentaires critiques :

1) Cette théorie se base sur une conception évolutionniste du monde en rapport avec la croissance et la diffusion du mode de production capitaliste initié en Europe, et la théorie de la modernisation promue par la sociologie américaine. En ce sens cette théorie est un véhicule idéologique.

2) L'affirmation de la dépendance du démographique à l'économique est basée sur des études macro portant sur de longues périodes. Comme l'a souligné Van de WALLE (1969), il n'existe pas d'étude ayant démontré l'existence d'une relation claire (un timing) entre les baisses de la mortalité et de la fécondité d'une part, et d'autre part la diffusion de processus d'industrialisation, d'urbanisation ou d'éducation.

3) La transition ainsi présentée n'est qu'une description de séries d'événements historiques survenus avec une certaine uniformité en Europe occidentale au XIXème siècle et, ce sont de la même manière



des descriptions d'autres séries d'événements historiques qui ne revêtent plus cette fois la même uniformité dans les autres nations qui vont conduire à la reformulation de cette "théorie". Cette reformulation équivaudra à terme à ce que nous appellerons le discours inversé.

## II.2. Reformulation et discours inversé

En 1958, à la suite de l'examen des évolutions démographiques enregistrées dans des pays à structure de production encore majoritairement agraires (Ceylan, Malaisie, certains pays de l'Amérique Latine), COALE et HOOVER sont les premiers à avancer l'idée que : "Si le progrès économique peut être une condition suffisante au déclin de la mortalité, il n'est plus désormais une condition nécessaire. Les programmes de santé publique peuvent provoquer des réductions considérables de la mortalité, à un coût réduit et sans une réorganisation sociale complète antérieure".

Les Nations-Unies publient en 1963 une étude sur la situation et les tendances de la fécondité dans le monde. Une conclusion importante de ce rapport est que "dans le cas des pays à forte fécondité, l'amélioration de la situation économique et sociale n'aura une répercussion sensible sur la fécondité que lorsque sera atteint un certain niveau de développement". C'est ce que l'on a appelé la théorie des seuils.

Un autre pas est franchi par COALE dans un article de 1977 relatif à la situation du Mexique sur la période 1955-1975. COALE relève que le Mexique en vingt ans est devenu un pays plus riche avec une forte augmentation de la production industrielle et agricole, par tête et totale, avec en 1975, 60% de sa population vivant en zone urbaine, avec, à la même date, 72% d'alphabétisés. Or, sur la même période la fécondité n'a pas bougé. La conclusion de COALE est que la situation aurait été plus favorable encore pour ce pays s'il avait connu un accroissement de population inférieur dû à une baisse de la fécondité.

Avec au cours des années 1960, la multiplication des exemples d'écart importants entre les régimes de mortalité et de natalité dans les pays en développement, la communauté scientifique s'affole. C'est l'époque du fleurissement des modèles démo-économiques ayant pour objectif la définition de politiques susceptibles de résorber le processus de croissance démographique et dont les plus célèbres furent commandés au MIT par le Club de Rome.

### Résumons-nous :

- La croissance de la population est présentée brutalement comme un problème pour le monde en général et, comme un obstacle pour les pays les plus pauvres dans le cadre de leur développement. C'est

ce que nous appelons le discours inversé (par rapport au discours inclus dans la formulation classique).

- A l'image de la théorie classique, ce discours inversé se fonde sur des études de type macro. On a déjà signalé combien est périlleuse la recherche de causalité dans de telles études. En ce qui concerne la modélisation en démographie on rappellera, pour mémoire, le rapport rendu par HYRENIUS (1974) aux membres du Comité d'Experts des Nations-Unies chargé de la préparation du plan d'action mondial pour la population de Bucarest, rapport concluant en l'incapacité des modèles (4) à la participation à une recherche causale effective.

- Avec ce discours inversé, c'est la voie à l'intervention dans le domaine démographique qui s'ouvre. Or, ce discours ne constitue pas plus une base scientifique que la formulation classique.

Avant de préciser quels sont les fondements des politiques démographiques actuellement en vigueur et qui visent à enrayer la croissance de la population, il nous semble intéressant de revenir aux notions de contrôle social, de programme ou plan d'intervention et de politique relatifs aux questions démographiques.

### III. CONTROLE SOCIAL, PLAN D'INTERVENTION ET POLITIQUE

#### III.1. Contrôle social

Le contrôle social effectué sur une population par certains groupes ou classes dans une société donnée inclut le plus souvent une régulation globale de la structure démographique afin de garantir la pérennité même du système social et du système de production. Le lieu privilégié de ce contrôle est la famille et il se réalise souvent par le biais des règles de transmission des patrimoines et des règles d'union (la circulation des femmes).

Les travaux d'anthropologie économique et de démographie historique qui se sont intéressés à cette question abondent. Nous nous contenterons ici d'un seul exemple :

Dans une étude concernant la Pologne du XVIIIème siècle, Witold KULA montre comment le manoir seigneurial maintient un contrôle du nombre et de la structure des familles paysannes afin de conserver une quantité plus ou moins constante de colons.

Les moyens mis en oeuvre par le manoir sont l'interdiction du mariage en dehors du village, le remariage obligatoire des veuves dans l'année suivant le décès de l'époux, l'attribution préférentielle des orphelins aux familles sans enfants...

## Résumons

Deux remarques nous semblent intéressantes en ce qui concerne cette notion :

1) Un tel contrôle social, plus ou moins direct sur les structures démographiques, existe dans toutes les sociétés.

Pour l'analyste cela renvoie à la question du pouvoir. Qui le détient ? Pourquoi faire ? Comment agiront les détenteurs du (ou des) pouvoir(s) pour le conserver ? Le pouvoir économique n'est pas le seul à analyser, l'influence de pouvoirs périphériques à la production n'est pas à négliger : pouvoir religieux, juridique, etc...

Une parenthèse pour signaler ici que les démographes devraient se pencher également sur la signification du temps ou des durées sociales, et pas seulement sur le temps biologique et le temps historique.

2) La seconde remarque est une évidence qu'il n'est peut-être pas inutile de souligner :

La notion de contrôle social est une donnée d'état au sens où elle fait partie intégrante d'un système social et culturel.

Par opposition, les plans ou programmes d'intervention et les politiques peuvent être présentés comme des données de mouvement au sens où ils se proposent la modification d'une situation existante.

Il y aura, il pourra donc y avoir, conflit entre les uns et les autres.

### III.2. Les plans ou les programmes d'intervention

Les plans ou les programmes d'intervention dans les domaines sociaux et de la population se caractérisent par une volonté d'actions dans un domaine bien spécifique.

Ils sont mis en oeuvre aussi bien par les gouvernements dans le cadre de leur planification globale que par des organismes privés, ce que l'on dénomme aujourd'hui les ONG (organisation non gouvernementale).

L'archétype de ces plans est le plan santé. L'objectif d'un plan santé est la lutte contre la mort. Les moyens mis en oeuvre sont très divers. Citons l'éradication des endémies, l'extension de la santé primaire, le développement de l'hygiène, etc... Cet objectif de prolongation de la vie n'a rien de démographique en soi. Tout ce que l'on peut dire c'est que de par l'objectif qu'ils poursuivent, ces

plans ont des répercussions dans le domaine démographique. On ne peut d'ailleurs ici manquer de rappeler que le succès de tels plans a été une des causes prépondérante de l'explosion démographique de notre siècle.

Citons comme autres exemples de plans, ceux ayant trait à l'éducation, au logement, à la régionalisation.

Le Tableau 2 est une illustration de la présence de tels programmes dans le cadre des plans de développement de quatre pays d'Amérique Latine au début des années 1970.

#### Commentaires

1) Pour le Brésil et le Pérou, on a affaire à une simple juxtaposition de plans sectoriels dans des domaines non démographiques.

2) Dans le cas de l'Argentine et de la Colombie, le tableau pourrait donner l'impression de l'existence d'un projet démographique. Or C. BORSOTTI (1975) signale qu'il ne lui a pas été possible de trouver les éléments d'une cohérence, d'une articulation des différents plans entre eux. Et selon lui, l'absence de préoccupation quant à l'évolution future de la structure par âge de la population qui pourrait résulter de l'application de certains plans sectoriels, en est le plus élémentaire des témoignages.

Tableau 2

Programmes sociaux et démographiques intégrant  
les plans de développement de quatre pays  
d'Amérique Latine

Programmes respectif à :	Argentine 1974	Brésil 1971	Colombie 1970	Pérou 1971
Accroissement démographique	X	-	X	-
Emploi	X	X	X	X
Education	X	X	X	X
Services sanitaires/santé	X	X	X	X
Nutrition	X	X	X	-
Jeunesse	X	-	-	-
Logement	X	X	X	X
Milieu ambiant	X	-	X	-
Redistribution des revenus	X	-	X	-
Assistance sociale	-	-	-	-
Changements qualitatifs et structurels	X	-	-	X
Différences régionales	X	X	X	X
Différences sectorielles	-	-	X	-
Différences sociales	X	-	-	X
Situation de la femme	-	-	-	-
Natalité fécondité	X	-	X	-
Mortalité morbidité	X	-	X	-
Migrations internationales	X	-	-	X
Structure par âges	-	-	-	-
Etat civil	-	-	-	-
Migrations internes	X	X	X	X
Famille	X	-	X	-

Source : Carlos BORSOTTI : Notes sur la théorie et la méthodologie de l'inclusion des aspects démographiques et sociaux dans la planification du développement. Communication pour le séminaire sur Structure Politique et Politiques de Population, mai 1975, Santiago du Chili.

3) Ramiro CARDONA , qui participa à l'élaboration du plan dit des "Quatre stratégies" pour la Colombie, va plus loin : il pense qu'il est sans intérêt de vouloir rechercher une cohérence à ces plans car ils ne servent le plus souvent qu'à justifier des actions ponctuelles en cours ou déjà terminées. Il cite le cas du planning familial pour la Colombie.

### Résumons-nous

La juxtaposition de plan ou de programme d'intervention dans des domaines spécifiques touchant directement ou indirectement à l'évolution d'un régime démographique ne constitue pas automatiquement une politique de population.

### III.3. Politique de population

Mais alors, une politique de population c'est quoi ? Dans un travail très documenté qu'il a intitulé : "Politique de population ? A la recherche du sens perdu... ou à donner", Hubert GERARD a effectué une révision des différentes définitions qui ont été données des politiques de population.

Ce qui nous trouble est le suivant : la démarche suivie par une grande majorité d'auteurs est d'effectuer une liste de toutes les mesures gouvernementales qui peuvent éventuellement avoir un impact démographique, dès lors, ils définissent une politique de population comme la résultante de ces plans.

Autrement dit, une politique est identifiée à partir des conséquences possibles en matière de population des mesures particulières engagées par un gouvernement. A notre sens, ceci entraîne que tout gouvernement a une politique de population et que cette politique peut être n'importe quoi.

Il apparaît donc nécessaire de définir autrement la notion de politique de population. Avec GERARD, nous poserons la définition suivante :

"Une politique de population est un système de programmes intégrés, qui est élaboré et mis en oeuvre dans le but explicite d'orienter ou de modifier le mouvement de la population dans un sens déterminé".

Cette définition sous-entend :

- a) Que la politique relève d'instances (les gouvernements) ayant à la fois pouvoir de décision et moyens de l'exécution et du contrôle de cette exécution.

- b) Que les fondements de cette politique sont à la fois idéologiques et scientifiques.
- c) Que le mouvement de la population ne constitue pas le but ultime d'une société et donc que les caractéristiques de ce mouvement sont déterminées en fonction des préoccupations sociales, économiques ou politiques.
- d) Que l'étanchéité des frontières pourra être reconsidérée et que ceci implique une concertation internationale.

Cela fait beaucoup de choses !

Une question s'impose qui est sous-entendue par cette définition : dans quelle mesure peut-on contrôler le dynamisme démographique d'une société ? Et pourquoi faire ? Essayons donc de voir ce qui se fait !

#### IV. DE BUCAREST A MEXICO OU LES GOUVERNEMENTS ET LA POPULATION

La grande peur des années 1950-1960 allait conduire à la première conférence internationale et inter-gouvernementale ayant pour but l'examen des questions démographiques : la conférence de Bucarest de 1974. A la demande exprimée par les pays riches de mettre un frein à la croissance de la population mondiale, le Tiers-Monde allait répondre par l'urgence du développement.

On peut résumer de la façon suivante les positions prises par les gouvernements des pays à cette conférence :

Groupe 1 : URSS et Europe de l'Est, moins la Roumanie et la Yougoslavie.

. Il n'existe pas de problèmes de population.

. Les politiques de population sont sans objet car dans une société bien organisée - qui n'est pas capitaliste - les tendances démographiques s'ajustent automatiquement sous l'effet des forces économiques et sociales - (c'est l'orthodoxie marxiste).

Groupe 2 : Algérie, Argentine, Chine, Roumanie, Cuba et Pérou et pays francophones d'Afrique.

. Il existe un problème de population qui est dû à l'inégalité des richesses et des ressources découlant de l'actuel ordre économique mondial et à la surconsommation des pays riches. Il faut donc instaurer un nouvel ordre économique international.

. En attendant, toute politique de population est sans objet et bien au contraire l'accroissement rapide de la

population est une force pour le développement économique et social des pays du Tiers-Monde (la Chine en particulier souligne l'importance de ce point).

Groupe 3 : avec notamment l'Inde, l'Égypte, le Mexique, la Yougoslavie et l'Italie.

. Il existe un problème de population qui peut entraver le développement de certains pays.

. Seul le développement économique dans le cadre d'un nouvel ordre économique international peut apporter une solution à ces problèmes de croissance démographique.

Groupe 4 : avec les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, la plupart des pays d'Asie (moins la Chine et l'Inde) et la plupart des pays d'Europe occidentale.

. Il existe un problème de population. Il n'est pas la cause du sous-développement mais il en accentue les effets.

. Des politiques de population vigoureuses sont nécessaires dans le cadre des programmes de développement. (Note : c'est le discours inversé).

Les conclusions de la conférence de Bucarest peuvent être résumées par les positions suivantes (qui se trouvent être intermédiaires de celles énoncées par les pays des Groupes 2 et 3).

**Première position** : Tous les pays ont reconnu que la population mondiale s'accroît considérablement, mais une majorité a estimé qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer.

(Refus de l'intervention).

**Deuxième position** : L'accent a été mis principalement sur la nécessité de favoriser le développement économique et social et une répartition plus équitable des richesses.

#### En résumé

A une proposition initiale émanant de l'Occident (poids des États-Unis) et consistant en la nécessité de freiner la croissance de la population mondiale - proposition que l'on peut qualifier d'idéologique et à caractère pseudo scientifique de par le discours inversé qui le sous-tend, le Tiers-Monde a répondu par la nécessité d'un nouvel ordre économique international - c'est une réponse politique et idéologique. Comme le souligne Pierre GEORGE (1975), du fait de la structure institutionnelle des Nations-Unies, les seconds l'ont emporté sur les premiers.



Dix ans plus tard, en 1984, se tient à Mexico la seconde conférence internationale sur la population. Dans une déclaration intitulée "Déclaration de Mexico sur la population et le développement", les représentants de vingt-neuf délégations représentées à la conférence se rejoignent pour affirmer :

"L'accroissement démographique, les taux de mortalité et de morbidité élevés, les problèmes de migration demeurent des sujets graves de préoccupation qui requièrent une solution immédiate" et encore "l'expérience acquise ces dernières années dans le domaine des politiques démographiques est encourageante. Les programmes de planification de la famille ont réussi à réduire la fécondité pour un coût relativement modeste. Les pays qui estiment que leur taux d'accroissement démographique entrave leur plan de développement national devraient adopter des politiques de population appropriées. Prises à temps, ces mesures permettraient d'éviter l'aggravation de problèmes tels que le surpeuplement, le chômage, les disettes et la dégradation de l'environnement".

Parmi les signataires, on relève : la Chine,, Cuba, le Pérou, l'Inde, le Mexique, mais encore l'URSS, la Bulgarie et aussi le Sénégal et le Cameroun.

En clair, tout le monde s'est retrouvé avec une position identique à celle des pays du Groupe 4 de Bucarest (ce que nous avons appelé le discours inversé). On est loin du refus des politiques de population et du slogan "le meilleur contraceptif c'est le développement".

Dans ce sens, Mexico n'a pas été le prolongement de Bucarest mais son contraire.

Tout le monde, d'ailleurs, s'y attendait, et les finesses du discours politique ne devaient servir qu'à accommoder la nécessaire officialisation d'une situation de fait. Comme le souligne CHASTELAND : "Entre 1974 et 1984, près de quarante pays totalisant plus des trois quarts des populations vivant dans le Tiers-Monde ont en effet adopté des mesures officielles ayant pour objectif avoué la réduction du taux de croissance de leur population". Ces actions se résument dans la grande majorité des cas à la mise en place de programmes de planning familial, ce ne sont donc pas à notre sens des politiques de population. Le succès de ces plans est à mettre le plus souvent en rapport avec un travail de conformation idéologique réalisé sur les individus.

Nous terminerons par un témoignage concernant cette conformation idéologique des individus. En 1969, dans un numéro de la revue *Studies in Family Planning*, Bernard BERELSON, alors directeur du Population Council (il succéda à ce poste à NOTESTEIN) fait le pari sur le développement du planning familial, à cette époque, dans les pays en voie de développement.

Pour obtenir une diminution de la fécondité, divers moyens indirects sont proposés par lui. Je cite :

"Aide maternelle, scolarisation, élévation de l'âge au mariage, mais encore travail de la femme, notamment par le développement des industries légères, égalité des salaires entre les deux sexes, extension de la télévision, élévation générale du niveau de vie et mesures défavorisant les familles nombreuses". Ces dernières ont cependant l'inconvénient de frapper les enfants eux-mêmes ajoutera cependant BERELSON dans un éclair de lucidité.

Mais nous nous arrêterons là car ceci est déjà une autre histoire.

## Notes

- (1) Voir à ce sujet LIVENNAIS, P. (1983).
- (2) Rappelons que pour les taux de mortalité et de natalité, les qualificatifs se rapportant aux niveaux de ces taux renvoient nécessairement à la structure par âge des populations considérées.
- (3) A titre de comparaison, on estime que le Mexique, à la fin de son processus (cent ou quatre vingt ans après le début du déclin de la mortalité, 1930) aura une population multiple de dix ou de sept de sa population initiale.
- (4) Le rapport porte sur les modèles du MIT et les modèles BACHUE de l'OIT.

## Bibliographie

- BENOIT D., et alli (1980) : KONGOUSSI TIKARE - Enquête de sources complémentaires en pays Mossi, Haute-Volta, ORSTOM Document de travail, No 10.
- (1982) : MARIATANG - Enquête de sources complémentaires en pays Dagara, Haute-Volta, ORSTOM Document de travail, No 16.
- BIRABEN, J.N. (1979) : "Essai sur le nombre des hommes", Population No 1.
- BERELSON, B. (1969) : Studies in family planning, Supplément, No 39, mars 1969.
- BORSOTTI, C. (1975) : "Notas sobre la teoria y la metodologia de la inclusion de los aspectos demograficos y sociales en la planificacion del desarrollo". Cuadernos del PISPAL : Estructura politica y politicas de poblacion.
- CHASTELAND, J.C. (1983) : "Les politiques de population dans le Tiers-Monde huit ans après Bucarest, espoir et réalité", Revue Tiers-Monde, No 14, IEDES-PUF.
- CHESNAIS, J.C. (1977) : "La transition démographique : étapes, formes, implications", Institut d'Etudes Politiques, Paris, 1977.
- COALE, A.J. (1977) : "Population Growth and Economic Development: the case of Mexico", Foreign Affairs, 56, No 2.
- COALE, A.J. et HOOVER, E.M. (1958) : Population Growth and Economic Development in Low-Income countries, Princeton University Press.
- DURAND, J.D. (1974) : "Historical Estimates of world populations: an evaluation, 1974.
- GEORGE, P. (1975) : "La conférence mondiale de la population de Bucarest, réalités démographiques et débats politiques", Annales de géographie, No 461.

- GERARD, J. (1983) : "Politique de population : à la recherche du sens perdu... ou à donner", Politiques de Population, Etudes et Documents, No 1, Louvain, CIACO Editeur.
- HYRENIUS, H. (1974) : "L'utilisation des modèles comme instruments pour la formulation de politiques de population", miméo.
- KNODEL, J.E. (1974) : "The decline of fertility in Germany, 1871-1939", University of Princeton.
- KULA, W. (1972) : "La seigneurie et la famille paysanne dans la Pologne du XVIIIème siècle", Annales, 27ème année, No 4-5, juillet-octobre 1972, A. Colin.
- LANDRY, A. (1934) : La révolution démographique, études et essais sur les problèmes de population, Librairie du Recueil Sirey, 1934.
- LIVENAIS, P. (1983) : "Une théorie dans tous ses états... de transition", ORSTOM, miméo.
- MIRO, C.A. (1982) : "Las tendencias recientes de la fecundidad en America Latina y sus implicaciones", 1982, miméo.
- NOTESTEIN, F. (1945) : "Population : the long view" in Food for the World, edited by E. Schultz, University of Chicago Press, pp.36-56.
- TABUTIN, D. (1980) : "Problèmes de transition démographique", Département de Démographie de l'Université Catholique de Louvain, 1980.
- THOMPSON, W.S. (1929) : "Population", American Journal of Sociology, Vol. 34, pp. 959-975, 1929.
- Van de WALLE, E. (1969) : "Problèmes du déclin de la fécondité européenne", Recherches Economiques de Louvain, No 4, septembre 1969.

SÉMINAIRE EHESS :

CHANGEMENTS DEMOGRAPHIQUES  
EN AFRIQUE ET EN AMERIQUE LATINE

\*

ANNÉE 1984 - 1985

JUIN 1987

EHESS

ORSTOM